



**Convention sur l'élimination  
de toutes les formes de discrimination  
à l'égard des femmes**

Distr. GENERALE

CEDAW/C/5/Add.52/Amend.4

12 juillet 1989

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Comité pour l'élimination de la discrimination  
à l'égard des femmes

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES  
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux des Etats parties

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

(Iles Turques et Caïques)

## ILES TURQUES ET CAIQUES

### 1.0 PREMIERE PARTIE

#### A. GENERALITES

##### 1.1 INTRODUCTION

Pour tous renseignements sur les généralités, le cadre social, économique, politique et juridique des îles Turques et Caïques, on se référera au rapport annuel soumis par le Gouvernement de Sa Majesté conformément aux dispositions de l'Article 73 e) de la Charte des Nations Unies.

##### 1.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE

Les îles Turques et Caïques, qui se composent de cinq grandes îles et de nombreuses cayes (massifs coralliens des mers de Floride), représentent un total de 193 miles carrés de territoire (500 km<sup>2</sup> environ) éparpillés sur une étendue marine de quelque 7 000 kilomètres carrés.

Les îles de Grand Turk, Salt Cay et South Caicos, où poussent quelques rares arbres, ne présentent aucun relief et sont occupées par des marais salants aujourd'hui abandonnés. L'île de East Caicos est stérile et inhabitée. Middle Caicos et North Caicos sont plus fertiles, et l'île de Providenciales compte un certain nombre de petites collines.

##### 1.3 POPULATION

La population actuelle des îles est évaluée à 14 000 habitants. Dix mille d'entre eux environ sont des "Belongers" (c'est-à-dire des personnes qui, en vertu de leur naissance, de leurs origines ou de leur naturalisation en qualité de citoyens d'un territoire de la Couronne, ont droit automatique de résidence dans les îles). Plus de 99 % de ces "Belongers" sont d'origine essentiellement africaine. Le reste de la population se compose en majeure partie de Caucasiens, encore qu'un nombre croissant d'habitants soient arrivés d'autres pays des Caraïbes, notamment d'Haïti.

##### 1.4 ECONOMIE

Le tourisme, qui constitue la principale industrie des îles, est essentiellement basé à Providenciales et, dans une plus faible mesure, sur l'île de Grand Turk. Les arrivées de touristes, qui ont été de 36 647 en 1987, devraient, selon les estimations, passer à 42 500 en 1988. Les pêches côtières en plein développement ont pour base l'île de Grand Turk. Le PNB est d'environ 40 millions de dollars des Etats-Unis, et le revenu par habitant de près de 3 000 dollars.

##### 1.5 ORGANISATION DE L'ETAT

Les îles Turques et Caïques sont une colonie britannique. La Loi fondamentale actuellement en vigueur sur le territoire est l'Acte constitutif des îles Turques et Caïques de 1988. Le pouvoir législatif incombe à Sa Majesté et à un Conseil législatif composé d'un président, de 13 membres élus, de trois membres désignés, du Secrétaire général, du Procureur général et du Secrétaire aux finances. Le pouvoir exécutif, qui incombe lui aussi à Sa Majesté, est exercé par le Gouverneur qui agit (sauf dans certains cas

particuliers) conformément à l'avis d'un Conseil exécutif. Ce conseil exécutif se compose d'un chef du Cabinet, de quatre ministres choisis parmi les membres élus du Conseil législatif, du Secrétaire général, du Procureur général et du Secrétaire aux finances.

La fonction publique compte un total de près de 600 personnes.

## 1.6 LA LEGISLATION

Les principaux fondements de la législation sont les textes de promulgation locale, le droit commun, la législation britannique appliquée aux îles Turques et Caïques et divers textes de lois des Bahamas et de la Jamaïque, séquelles d'une ancienne association coloniale avec ces îles.

### B. MESURES D'ORDRE JURIDIQUE ADOPTÉES

1.7 Les dernières des grandes mesures prises dans le territoire en ce qui concerne l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sont les dispositions de droit fondamental inscrites dans la Constitution des îles Turques et Caïques (voir par. 2.1 ci-après).

D'autres mesures sont envisagées dans un proche avenir, et un projet de loi sur l'emploi est actuellement à l'étude.

### C. INSTITUTIONS, RECOURS ET MOYENS D'ACTION

1.8 Bien qu'il n'existe dans les îles Turques et Caïques aucun organisme auquel il incombe exclusivement de protéger l'égalité de la femme, cette protection est assurée de différentes manières.

1.9 Lorsqu'il y a présomption de violation d'une des dispositions des droits fondamentaux qu'instaure la Constitution des îles Turques et Caïques, la partie lésée peut demander justice en saisissant la Cour suprême, qui est habilitée à prendre toutes les dispositions (arrêtés, assignations en justice, directives, etc.) qu'elle juge nécessaires au respect des dispositions de la Constitution.

1.10 Une Commission de la fonction publique a été constituée conformément à la Constitution des îles Turques et Caïques pour veiller à une nomination et à une promotion justes et impartiales des fonctionnaires, sans distinction de sexe, de race ou d'opinions politiques.

1.11 La Constitution des îles Turques et Caïques prévoit la mise en place d'un organe de médiation, et une ordonnance précisant les pouvoirs et obligations du médiateur s'agissant de litiges concernant les décisions administratives a été promulguée.

1.12 Un conseiller juridique, chargé entre autres de fournir gratuitement conseils et assistance aux requérants, est en cours de recrutement.

## 2.0 DEUXIEME PARTIE

### A. DISCRIMINATION

2.1 La huitième partie de la Constitution des îles Turques et Caïques définit les droits et libertés fondamentales de l'individu. Les termes de son article 67 sont les suivants :

"67 Considérant que tout habitant des îles jouit des droits et libertés fondamentales de l'individu, c'est-à-dire - quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, sa confession, son sexe, et sous réserve du respect des droits et libertés d'autrui comme de celui de l'intérêt public - de chacun des droits suivants dans sa totalité :

a) Droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne et à la protection juridique;

b)~ Droit à la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association;

c) Droit à une protection pour une jouissance discrétionnaire de son foyer et de ses autres biens et contre toute privation non indemnisée d'un bien quelconque."

Les articles 68 à 80 de la Constitution énumèrent dans leur détail les droits et libertés qu'énonce l'article 67.

2.2 Un certain nombre d'instruments internationaux concernant les droits de l'homme sont également applicables dans les îles Turques et Caïques.

2.3 Conformément à la Constitution des îles Turques et Caïques et de la réglementation électorale en vigueur dans les îles, hommes et femmes ont les mêmes droits électoraux.

#### B. LEGISLATION CONCERNANT LA FAMILLE

2.4 La législation concernant la famille confère les mêmes droits aux deux sexes. Hommes comme femmes peuvent au même titre revendiquer la garde d'enfants ou le droit à leur entretien, le bien-être de l'enfant étant la considération prioritaire pour ce qui est de toute décision concernant sa garde.

2.5 Le Décret relatif aux biens de la femme mariée (chap. 81) protège particulièrement divers droits des femmes en matière de propriété. Son article 2 notamment prévoit que "conformément aux dispositions du présent décret, la femme mariée est habilitée à personnellement acquérir, détenir ou disposer, par testament ou autrement, de biens meubles et immeubles tout comme si elle était femme seule...".

#### C. EMPLOI

2.6 Un petit comité du Conseil législatif procède actuellement à l'étude d'un projet de loi sur l'emploi. Ce projet comporte des dispositions concernant la maternité qui prévoit la protection de l'emploi de la femme durant le congé qui lui est accordé à cette occasion.

2.7 Pour ce qui est de la nomination et de la promotion des employés de la fonction publique, où les femmes représentent actuellement près de 60 %, on se référera au paragraphe 1.9.

2.8 Dans la fonction publique, le congé de maternité est prévu par l'article 7.33 du Décret d'application dont les termes sont les suivants :

### 7.33 Octroi du congé de maternité

1) Le Secrétaire général est habilité à accorder des congés de maternité (qui ne sont pas assimilables à des congés de maladie) aux femmes fonctionnaires, en vertu des termes de l'article 2.5 (4) du Décret d'application. Pour le calcul de ce congé, la fonctionnaire prend tout d'abord la totalité du congé annuel auquel elle peut prétendre en vertu de l'article 7.10 du Décret d'application.

2) Outre le congé prévu au paragraphe 1 ci-dessus de la présente instruction, la fonctionnaire occupant un poste donnant droit à pension peut se voir accorder :

a) Un congé de maternité à demi-solde pendant une période maximale de 12 semaines puis, sur demande,

b) Un congé sans solde pour une période supplémentaire ne dépassant pas trois mois.

3) En lieu et place du congé à demi-solde prévu à l'alinéa a) de l'article 2 ci-dessus, la fonctionnaire peut tirer parti de tout autre reliquat de congé pour couvrir en tout ou en partie la période de 12 semaines prévue.

4) Le Secrétaire général informe le Trésorier et le responsable hiérarchique de l'intéressée de tout congé de maternité accordé en application du Décret par copie de l'autorisation de congé. Le supérieur hiérarchique est responsable de la comptabilisation correcte de tous les congés de maternité des fonctionnaires relevant de son service.

2.9 Le Décret révoquant toute incapacité d'ordre sexuel précise (chap. 80) qu'"aucun particulier ne peut, en raison de son sexe ou de son mariage, être frappé d'une incapacité l'empêchant d'exercer une charge publique, d'être nommé à un poste de la fonction publique ou de la magistrature ou d'en exercer la fonction, d'accéder à un poste ou emploi de l'administration civile, de l'accepter ou de l'exercer, ou d'être admis à un poste d'une société dotée de la personnalité morale..."

2.10 En pratique, un pourcentage élevé des postes supérieurs de la fonction publique sont détenus par des femmes. Jusqu'à une date assez récente, le magistrat principal des îles a toujours été une femme. Les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans les milieux d'affaires du pays.

### D. CRIMES D'ORDRE SEXUEL

2.11 Les dispositions du droit pénal des îles Turques et Caïques couvrent le viol, l'attentat à la pudeur, les rapports sexuels illicites et l'enlèvement de femmes.

En pratique, les délits sont relativement rares. Le nombre de procès les concernant ont été les suivants :

#### COUR SUPREME

1980/81/82	Aucun procès	
1983	Viol	Condamnation : cinq ans
1984/85	Aucun procès	
1986	Viol	Jugé non coupable
1987	Enlèvement d'une femme (pas de violence sexuelle)	Condamnation : neuf ans
1988	Viol	Condamnation : dix ans
	Rapports sexuels	Condamnation : six mois

#### TRIBUNAL SUPERIEUR

1986	Trois cas de sévices contre des femmes
1987	Six cas de sévices contre des femmes
1988	Trois cas de sévices contre des femmes

#### E. ENSEIGNEMENT

2.12 Il existe dans les îles 14 établissements d'enseignement primaire et quatre établissements d'enseignement secondaire. On trouvera ci-après la répartition statistique des élèves, enseignants et bourses pour l'année scolaire 1987/88 :

ELEVES	GARCONS	FILLES	TOTAUX
Primaire	713 (48 %)	763 (52 %)	1 476
Secondaire	<u>467</u>	<u>475</u>	<u>942</u>
TOTAUX	<u>1 180</u> (49 %)	<u>1 238</u> (51 %)	<u>2 418</u>

ENSEIGNANTS	HOMMES	FEMMES	TOTAUX
Primaire	3 (4 %)	72 (96 %)	75
Secondaire	<u>27</u> (40 %)	<u>40</u> (60 %)	<u>67</u>
TOTAUX	<u>30</u>	<u>112</u>	<u>142</u>

BOURSES	HOMMES	FEMMES	TOTAUX
	13 (32 %)	27 (68 %)	<u>40</u>